

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHE

Accord-cadre à marchés subséquents pour des prestations de mise à disposition de personnel intérimaire pour les besoins de Ports de Lille – CCI Hauts de France

Marché passé selon une procédure adaptée

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Entité adjudicatrice :

PORTS DE LILLE– C.C.I. HAUTS DE FRANCE
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE cedex

Table des matières

ARTICLE 1 – ACHETEUR	3
ARTICLE 2 – OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES DE L’ACCORD CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS	3
2.1 OBJET DE L’ACCORD CADRE	3
2.2 ALLOTISSEMENT ET TYPES DE PROFILS	4
2.3 LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 4 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION	5
4.1 FORMULATION DE LA DEMANDE DE PERSONNEL INTERIMAIRE	5
4.2 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET SELECTION DES INTERIMAIRES	6
4.2.1. Les prestations spécifiques à l’intérim par « délégation » : l’engagement « recrutement »	6
4.2.2. Les prestations communes à l’ensemble des prestations d’intérim (délégation et gestion) :	7
4.3 MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL INTERIMAIRE	8
4.4 CHANGEMENT DE PERSONNEL INTERIMAIRE	8
4.5 RENOUVELLEMENT OU AMENAGEMENT DU TERME DE LA MISSION	8
4.6 ANNULATION D’UNE COMMANDE	9
4.6 EMBAUCHE DU PERSONNEL	9
4.7 NON EXCLUSIVITE DE L’ACCORD CADRE	9
4.8 SUIVI QUALITE DE MISSION	9
4.9 SUIVI ET PILOTAGE	10
4.10 RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE	10
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE	10
5.1 SUIVI D’EXECUTION	10
5.2 SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION	11

ARTICLE 1 – ACHETEUR

L'acheteur est : Ports de Lille – CCI Hauts de France
5^{ème} rue du Port - Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE CEDEX

ARTICLE 2 – OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS

2.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE

L'objet du présent accord cadre à marchés subséquents concerne la réalisation, au profit de Ports de Lille – CCI Hauts de France, des prestations de mise à disposition de personnel intérimaire pour des missions temporaires relatives à des métiers de type technique et / ou administratif.

La présente consultation vise à sélection des entreprises attributaires qui seront invités à remettre une offre dans le cadre des marchés subséquents.

Les prestations d'intérim concernent la mise à disposition de personnel non-cadre dans deux pôles distincts :

- Pôle Tertiaire
- Pôle Exploitation

L'accord cadre comprend deux lots correspondant à ces deux pôles :

- Lot 1 : Mise à disposition de personnel pour le pôle Tertiaire.
- Lot 2 : Mise à disposition de personnel pour le pôle Exploitation.

Chaque lot de l'accord cadre ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de :

- Lot 1 : 90 000,00€ HT maximum sur 2 ans.
- Lot 2 : 200 000,00€ HT maximum sur 2 ans.

Chaque mission d'intérim sera régie par une relation tripartite donnant lieu à la conclusion de deux contrats distincts :

- Un **contrat de mise à disposition** : ce contrat est conclu entre le Titulaire (du marché subséquent) et Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- Un contrat de travail, dit « **contrat de mission** » : ce contrat est conclu entre le salarié temporaire (ou « intérimaire ») et l'employeur de celui-ci, le Titulaire du marché subséquent.

Les prestations peuvent être exécutées de deux façons distinctes selon le processus de recrutement :

- La « **délégation** » : le Titulaire du marché subséquent a la charge de l'intégralité du processus de recrutement. Une fois le candidat sélectionné, le Titulaire du marché

subséquent « délègue » l'intérimaire à Ports de Lille – CCI Hauts de France et a en charge le suivi administratif et financier de l'intérimaire, pendant une durée déterminée ;

- La « **gestion** » : Ports de Lille – CCI Hauts de France se charge du processus de recrutement et confie au Titulaire la gestion administrative, sociale et salariale de l'intérimaire.

La mission de délégation d'une part, et la mission de gestion, d'autre part, sont chacune respectivement affectées d'un coefficient multiplicateur du taux horaire.

Les prestations de délégation sont affectées d'un coefficient de délégation et les prestations de gestion sont affectées d'un coefficient de gestion.

Le coefficient est ainsi appliqué à la mission d'intérim en fonction de la participation du Titulaire du marché subséquent au recrutement du candidat.

Compte tenu de la participation de Ports de Lille – CCI Hauts de France dans le processus de recrutement en « gestion », le coefficient sera automatiquement et obligatoirement inférieur au coefficient de délégation.

Compte tenu des activités particulières de Ports de Lille – CCI Hauts de France et de son positionnement dans un secteur technique particulier, l'Acheteur apportera une attention particulière aux conditions d'exécution des prestations du présent accord cadre à marchés subséquents.

2.2 ALLOTISSEMENT ET TYPES DE PROFILS

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement lié aux pôles suivants :

- LOT 1 - Pôle Tertiaire (non-cadre) :

Les profils recherchés dans ce pôle sont notamment (juste à titre indicatif) :

- Comptable H/F
- Aide comptable H/F
- Secrétaire H/F
- Assistant administratif H/F

- LOT 2 - Pôle Exploitation (non-cadre) :

Les profils recherchés dans ce pôle sont notamment (juste à titre indicatif) :

- Cariste H/F
- Manutentionnaire H/F
- Agent administratif H/F
- Opérateur de saisie H/F
- Agent de réception H/F

Les profils indiqués ne sont pas exhaustifs. L'Acheteur se réserve le droit de demander d'autres profils en fonction de ses besoins. Le Titulaire est obligé d'y répondre.

2.3 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

A titre indicatif, les lieux d'exécution des prestations de l'accord cadre à marchés subséquents sont sur l'ensemble des sites portuaires de Ports de Lille, notamment :

- Port de Lille
- Lille Conteneurs Terminal (LCT)
- Port de Béthune (BCT)
- Port de Santes (SCT)
- Port d'Halluin (HCT)
- Port de Wambrechies.
- Port d'Harnes
- Port de Douai.
-

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

L'accord cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable une fois pour une durée de 12 mois par tacite reconduction. La durée totale du marché (y compris reconduction) est de deux (2) ans.

La durée, les délais et les conditions de reconduction sont détaillés dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION

4.1 FORMULATION DE LA DEMANDE DE PERSONNEL INTERIMAIRE

Ports de Lille – CCI Hauts de France fait appel au personnel intérimaire pour pallier les absences imprévues (absences pour maladie, accident du travail, longue maladie) et aux surcroûts d'activités liés à des missions spécifiques.

Dans le cadre de la recherche et de la sélection des candidats, en fonction des profils, un entretien avec un représentant de la Direction des Ressources Humaines de Ports de Lille – CCI Hauts de France sera organisé préalablement à la mission de détachement. Lors de la passation des marchés subséquents, Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve le droit d'effectuer le choix définitif du candidat.

Le Titulaire a la possibilité de compléter les informations dont il souhaite disposer par une étude de poste sur le site le cas échéant, et ce sans surcoût.

4.2 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET SELECTION DES INTERIMAIRES

Les Titulaires de l'accord cadre s'assurent de l'adéquation des candidatures proposées avec le poste à pourvoir (entretien de sélection, tests...).

Pour les contrats concernant une mise à disposition de courte durée de personnel pas/peu qualifié ou de qualification courante, les Titulaires de l'accord cadre proposeront au moins un candidat dans les 2 jours ouvrés maximum suivant la demande formulée par Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Pour les autres contrats (de durée plus conséquente, pour un poste hautement qualifié ou spécialisé...), les Titulaires proposeront au moins deux candidats dans les 4 jours ouvrés maximum suivant la demande formulée. Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve le droit de recevoir en entretien les candidats proposés, et de demander au Titulaire de lui fournir les tests bureautiques, linguistiques ou de personnalité des candidats, et ce sans surcoût.

Les candidats à cet accord cadre pourront s'engager sur des délais inférieurs dans l'acte d'engagement en les justifiant dans le mémoire technique.

Ports de Lille peut lui-même présenter des candidats qui, le cas échéant, s'inscriront dans l'agence du Titulaire du marché subséquent.

Dans ce cas, le Titulaire du marché subséquent appliquera les conditions tarifaires de « gestion » du présent accord cadre à marchés subséquents.

Pour les besoins de l'analyse des offres dans le cadre de l'accord cadre, les candidats proposeront :

- Pour la gestion :
 - Un coefficient de gestion pour tous profils (profils pas ou peu qualifiés, profils de qualification courante, profils hautement qualifiés).
- Pour la délégation :
 - Un coefficient pour les profils pas/peu qualifiés.
 - Un coefficient pour les profils de qualification courante.
 - Un coefficient pour les profils hautement qualifiés.

Les détails des critères de jugement pour l'attribution de l'accord cadre sont fixés dans le règlement de consultation. Les coefficients indiqués dans l'accord cadre peuvent être modifiés en baisse dans le cadre de la consultation pour les marchés subséquents.

NB : Les critères spécifiques aux marchés subséquents seront spécifiés dans la lettre de consultation lors de la passation des marchés subséquents. Il est précisé que dans le cadre d'un marché subséquent, il peut être demandé plusieurs intérimaires.

4.2.1. Les prestations spécifiques à l'intérim par « délégation » : l'engagement « recrutement »

Dans le cadre de la mission « recrutement » confiée au Titulaire d'un marché subséquent au terme de la délégation, celui-ci a en charge :

- La validation des compétences, des aptitudes, des habilitations, des qualifications et des disponibilités des intérimaires, ainsi que des titres de séjour et autorisation de travail pour les intérimaires étrangers.
- La lutte contre les discriminations à l'embauche, sous quelque forme que ce soit.
- La promotion des travailleurs handicapés : pour chaque mission relevant du pôle administratif, les agences devront élargir leur recherche à ce type de travailleurs.

4.2.2. Les prestations communes à l'ensemble des prestations d'intérim (délégation et gestion) :

Les prestations attendues du Titulaire du marché subséquent, quelle que soit la participation demandée, sont les suivantes :

- La désignation d'un interlocuteur unique en charge du pilotage de la gestion des missions d'intérim.
- La vérification des qualifications, des diplômes et des formations. Le Titulaire du marché subséquent s'engage à vérifier que son personnel intérimaire mis à disposition de Ports de Lille dispose de toutes les qualifications requises. En ce qui concerne les intérimaires qui ont le statut d'étranger, les Titulaires ont la charge de la vérification de la régularité de leur séjour sur le territoire français, ainsi que de leur titre de séjour et autorisation de travail.
- Le suivi médical du personnel intérimaire : le Titulaire du marché subséquent soumet son personnel intérimaire mis à disposition de Ports de Lille aux examens médicaux et visites médicales périodiques obligatoires, prévus par la législation en vigueur.
- Le remplacement du personnel (*d'une part, en cas de maladie ou accident du travail et d'autre part, en cas de résiliation du contrat de mise à disposition par Ports de Lille – CCI Hauts de France à la suite d'une faute commise par l'intérimaire ou en raison de son inaptitude à réaliser la mission*) : le Titulaire du marché subséquent soumet dans les délais indiqués dans l'acte d'engagement et justifiés dans le mémoire technique, un personnel au CV similaire pour remplacer l'intérimaire délégué absenté. Si le CV n'est pas satisfaisant, Ports de Lille – CCI Hauts de France fera part au Titulaire du marché subséquent. La non-satisfaction du CV proposé offrira la possibilité à l'Acheteur de recourir au Titulaire classé en seconde position puis en troisième position jusqu'à trouver un CV qui est adapté à son besoin. Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve le droit d'appliquer des pénalités au Titulaire du marché subséquent incapable de fournir un CV d'un remplaçant adapté. Le non-respect du délai de remplacement sans motivation valable pourra entraîner également l'application d'une pénalité forfaitaire prévue au CCAP.
- La gestion administrative des contrats de travail. Le Titulaire du marché subséquent a pour obligation :
 - D'assurer le suivi d'exécution des missions au cours de leur réalisation.
 - De rédiger les contrats et pièces administratives à partir des éléments fournis par Ports de Lille et de les faire signer aux intérimaires.
 - D'affecter une facturation mensuelle, par intérimaire et par mission, qui rassemble l'ensemble des éléments de facturation des intérimaires en mission à Ports de Lille et sur la période concernée.

Plus largement, le Titulaire du marché subséquent est tenu à un devoir de conseil, d'assistance et d'information sur le respect des textes législatifs et réglementaires en matière de législation du travail.

- La discipline : le personnel intérimaire du Titulaire du marché subséquent mis à disposition de Ports de Lille est tenu de respecter la discipline générale de cet Etablissement conformément au règlement intérieur qui y est applicable (*Qualité, Santé, Sécurité, Environnement ...*).

Ports de Lille peut effectuer des contrôles aléatoires relatifs à la bonne exécution par le Titulaire des obligations mises à sa charge, vis-à-vis du personnel mis à disposition : contrôle des diplômes, certificats, contrôle de l'aptitude professionnelle, vérification de la mise en place par le Titulaire des mesures mises en œuvre pour sanctionner les manquements du personnel mis à disposition dans le cadre de l'exécution de sa mission, etc.

4.3 MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL INTERIMAIRE

Les Titulaires de l'accord cadre seront consultés pour remettre une offre dans le cadre de la conclusion des marchés subséquents. Les éléments nécessaires à l'appréciation de la qualité des candidats (CV, références...) seront appréciés à cette étape. Une fois le Titulaire du marché subséquent sélectionné, il sera invité à transmettre dossier du personnel mis à disposition.

L'acceptation formelle d'un candidat par Ports de Lille confirmée par un bon de commande fait débiter les délais de mise à disposition indiqués sur celui-ci et l'établissement du contrat de travail par l'agence de travail temporaire selon la réglementation en vigueur.

Un contrat de mise à disposition est conclu entre Ports de Lille et le Titulaire du marché subséquent. Ce contrat doit être transmis dans un délai de 2 jours ouvrés maximum à compter de la mise à disposition du personnel intérimaire.

En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités prévues au CCAP.

Le personnel intérimaire retenu se rendra sur le lieu de travail précisé dans la commande émise par Ports de Lille, aux dates et heures arrêtées.

Le Titulaire du marché subséquent s'engage à présenter préalablement au candidat retenu le rôle et le fonctionnement général de Ports de Lille ainsi que les missions qu'il aura à réaliser.

4.4 CHANGEMENT DE PERSONNEL INTERIMAIRE

Dans le cas de prestation défaillante, et/ou dans le cas où l'intérimaire n'aurait pas les qualifications exprimées lors de la demande de Ports de Lille, ce dernier se réserve le droit de demander le remplacement de l'intérimaire défaillant. Le Titulaire du marché subséquent dispose alors d'un délai de 2 jours ouvrés maximum sans qu'il ne soit imputé aucun coût Ports de Lille.

Si dans ce délai, le Titulaire initial du marché subséquent n'a pas été en mesure de trouver un CV qui convient, il sera fait appel à l'attributaire de l'accord cadre classé en deuxième position dans le cadre de la passation dudit marché subséquent et ainsi de suite jusqu'à trouver le CV qui convienne.

Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve le droit d'appliquer des pénalités au Titulaire initial du marché subséquent qui n'a pas été en mesure de trouver un CV adapté au besoin dans les délais.

4.5 RENOUVELLEMENT OU AMENAGEMENT DU TERME DE LA MISSION

Dans les cas où Ports de Lille – CCI Hauts de France souhaite renouveler le contrat de mise à disposition de l'intérimaire ou l'aménager avant le terme de la mission (avancer ou reporter, en dehors du délai de souplesse), il en informe le Titulaire du marché subséquent dans les

meilleurs délais. Les aménagements ou renouvellements seront effectués par avenant au contrat de mise à disposition.

4.6 ANNULATION D'UNE COMMANDE

Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve le droit d'annuler sa décision de recourir à l'intérim, jusqu'à 24 heures avant l'arrivée de l'intérimaire. Dans ce cas, il en informe immédiatement par mail le Titulaire du marché subséquent. Aucune indemnité ne peut être demandée par le Titulaire.

4.6 EMBAUCHE DU PERSONNEL

Ports de Lille se réserve le droit d'embaucher la personne mise à disposition par le Titulaire, à l'issue de la mission d'intérim.

Dans le cadre d'un contrat de délégation et en cas d'embauche dans un délai inférieur à 3 mois de mission, Ports de Lille versera au titulaire du marché une prestation compensatoire d'un montant de 250 euros TTC par semaine manquante dans la limite de 1 500 euros TTC. Dans le cadre d'un contrat de gestion ces frais ne s'appliqueront pas.

4.7 NON EXCLUSIVITE DE L'ACCORD CADRE

L'acheteur se réserve la possibilité de faire application de la présente clause de non-exclusivité de l'accord-cadre, dans le cas où les Titulaires font part, du fait de circonstances exceptionnelles, de leur incapacité à répondre à une demande (par exemple pénurie de profils sur certaines périodes de l'année, absence de profil acceptant le poste...etc.) dans les délais convenus.

Dans ce cadre, le Titulaire devra justifier avec précision les motifs ne lui permettant pas d'assurer son obligation contractuelle.

L'Acheteur se réserve la possibilité de rejeter tout motif et de faire application des dispositions relatives aux pénalités prévues au CCAP.

4.8 SUIVI QUALITE DE MISSION

Le Titulaire du marché subséquent s'engage à procéder à l'évaluation de chaque mission au moyen notamment de fiches d'appréciation, voire d'annotations sur les fiches d'heures, complétées par Ports de Lille.

4.9 SUIVI ET PILOTAGE

Le Titulaire du marché subséquent s'engage à mettre à disposition un outil dématérialisé de suivi, pilotage et consolidation permettant :

- D'avoir une vision sur l'ensemble des missions et contrats et de pouvoir réaliser des reporting et toute extraction nécessaire à l'activité RH.
- De suivre les missions et de faire la saisie et la validation des relevés d'heures.

Le Titulaire du marché subséquent s'engagera à jouer un rôle de conseil et d'alerte notamment sur les motifs de recours et la succession des contrats afin de respecter la législation en vigueur.

4.10 RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'Acheteur par le Titulaire du marché subséquent, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire du marché subséquent s'engage à observer et à faire observer par le personnel mis à disposition les règles de sécurité et sûreté inhérentes à la réglementation en vigueur. Il s'engage également à prendre les dispositions nécessaires pour que l'intérimaire soit équipé des protections individuelles requises par son poste le cas échéant. Il s'engage enfin à se conformer aux textes législatifs et réglementaires qui régissent le travail temporaire.

Le personnel mis à disposition devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers et du personnel de Ports de Lille et observer les règles d'hygiène, de sécurité et de sûreté en vigueur. De même ce personnel s'engage à ne communiquer à quiconque information quelconque qu'il pourrait être amené à connaître lors de son travail, ni codes d'alarmes ou de protections diverses, ou clés, qui lui auront été remis.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 SUIVI D'EXECUTION

Ports de Lille désignera, en début de marché, un interlocuteur pour toutes les questions liées à l'exécution de l'accord cadre et des marchés subséquents.

Le Titulaire désignera en début de marché un interlocuteur unique dédié pour le suivi commercial du marché ainsi que pour le traitement administratif des dossiers et le suivi des prestations.

Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié sans délai à l'Acheteur.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations.

Si pour une raison indépendante de sa volonté un des personnels désignés est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le Titulaire en avise sans délai l'Acheteur par courriel.

Le Titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ni altérée.

Le Titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références à l'Acheteur pour accord. L'Acheteur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le Titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant

5.2 SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION

Le Titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet de l'accord-cadre. Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'Entité Adjudicatrice

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation de l'accord-cadre et ce, par dérogation à l'article 41.2 du C.C.A.G. – FCS 2021, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au Titulaire du fait des indiscretions commises.

A..... Le.....

Le Titulaire

Signature précédée de « Lu et approuvé » + cachet